

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune - VILLE DE NIORT (1)

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE NIORT BUDGET
PRINCIPAL/NATURE (2)**

Numéro SIRET : 21790191700708

**POSTE COMPTABLE : CENTRE FINANCES PUBLIQUES NIORT SEVRE ET
AMENDES**

M. 14

Budget annexe – Opérations et services assujettis à la TVA

Budget primitif

voté par nature

BUDGET ANNEXE : PARC DE NORON (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de l'établissement.

(2) Indiquer le nom de la collectivité ou de l'établissement auquel est rattaché le budget annexe.

(3) Indiquer le libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	3
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	5
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	6
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	7

II - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	8
A3 - Etat des provisions	9
A4 - Etalement des provisions	10
A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	11
A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	12
A6.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
A6.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A6.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A6.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (2)	Sans Objet
A7 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (3)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (4)	14
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel	15
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	17

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(2) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(3) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(4) Si l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

VOTE DU BUDGET	I
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES	A1

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	375 690,00	366 020,00	366 020,00
60611	Eau et assainissement	25 000,00	25 000,00	25 000,00
60612	Energie - Electricité	150 000,00	130 000,00	130 000,00
60621	Combustibles	300,00	280,00	280,00
60622	Carburants	1 500,00	1 700,00	1 700,00
60631	Fournitures d'entretien	2 500,00	2 400,00	2 400,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 700,00	5 470,00	5 470,00
60636	Vêtements de travail	200,00	190,00	190,00
6068	Autres matières et fournitures	13 500,00	13 600,00	13 600,00
611	Contrats de prestations de services	19 315,00	17 730,00	17 730,00
6135	Locations mobilières	4 000,00	3 840,00	3 840,00
61521	Entretien terrains	20 000,00	19 200,00	19 200,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	20 000,00	30 000,00	30 000,00
61551	Entretien matériel roulant	3 450,00	3 310,00	3 310,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 800,00	2 680,00	2 680,00
6156	Maintenance	51 500,00	55 440,00	55 440,00
6182	Documentation générale et technique	300,00	280,00	280,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	29 625,00	28 440,00	28 440,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	2 000,00	2 500,00	2 500,00
6288	Autres services extérieurs	24 000,00	23 960,00	23 960,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	597 200,00	613 600,00	613 600,00
6218	Autre personnel extérieur	53 300,00	83 600,00	83 600,00
6331	Versement mobilité	3 200,00	4 000,00	4 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 600,00	1 300,00	1 300,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 800,00	2 600,00	2 600,00
64111	Rémunération principale titulaires	302 500,00	317 500,00	317 500,00
64118	Autres indemnités titulaires	77 500,00	70 800,00	70 800,00
64131	Rémunérations non tit.	4 700,00	6 400,00	6 400,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	43 000,00	36 200,00	36 200,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	108 000,00	90 700,00	90 700,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	600,00	500,00	500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 600,00	7 700,00	7 700,00
6541	Créances admises en non-valeur	200,00	200,00	200,00
6542	Créances éteintes	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	4 700,00	4 800,00	4 800,00
65888	Autres	200,00	200,00	200,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	20 510,00	20 480,00	20 480,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	510,00	480,00	480,00
678	Autres charges exceptionnelles	20 000,00	20 000,00	20 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00	2 200,00	2 200,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	2 200,00	2 200,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		1 001 000,00	1 010 000,00	1 010 000,00

023	Virement à la section d'investissement	70 200,00	45 900,00	45 900,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6) (7)	140 000,00	120 300,00	120 300,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	140 000,00	120 300,00	120 300,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		210 200,00	166 200,00	166 200,00

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 211 200,00	1 176 200,00	1 176 200,00
--	---------------------	---------------------	---------------------

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 176 200,00
--	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

- (2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (7) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VOTE DU BUDGET	I
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES	A2

Chap / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	300 000,00	320 000,00	320 000,00
70688	Autres prestations de services	200 000,00	220 000,00	220 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	100 000,00	100 000,00	100 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	905 000,00	850 000,00	850 000,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	905 000,00	850 000,00	850 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		1 205 000,00	1 170 000,00	1 170 000,00

042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6) (7)</i>	6 200,00	6 200,00	6 200,00
7768	<i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i>	6 200,00	6 200,00	6 200,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section (8)</i>	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		6 200,00	6 200,00	6 200,00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 211 200,00	1 176 200,00	1 176 200,00
---	---------------------	---------------------	---------------------

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 176 200,00
--	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(7) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VOTE DU BUDGET	I
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES	B1

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	5 000,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	5 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	2 000,00	2 000,00
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	2 000,00	2 000,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	199 000,00	158 000,00	158 000,00
21318	Autres bâtiments publics	55 000,00	82 000,00	82 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	19 000,00	10 000,00	10 000,00
2184	Mobilier	19 000,00	10 000,00	10 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	106 000,00	56 000,00	56 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		204 000,00	160 000,00	160 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		204 000,00	160 000,00	160 000,00

040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	6 200,00	6 200,00	6 200,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	6 200,00	6 200,00	6 200,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	6 200,00	6 200,00	6 200,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		6 200,00	6 200,00	6 200,00

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	210 200,00	166 200,00	166 200,00
--	-------------------	-------------------	-------------------

+

RESTES A REALISER N-1 (8)	0,00
----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (8)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	166 200,00
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VOTE DU BUDGET	I
SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES	B2

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00

021	Virement de la sect° de fonctionnement	70 200,00	45 900,00	45 900,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6)	140 000,00	120 300,00	120 300,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	6 200,00	6 200,00	6 200,00
28051	Concessions et droits similaires	1 000,00	1 100,00	1 100,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	2 300,00	1 000,00	1 000,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	25 000,00	20 000,00	20 000,00
28182	Matériel de transport	10 000,00	10 000,00	10 000,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 500,00	2 000,00	2 000,00
28184	Mobilier	8 000,00	12 000,00	12 000,00
28188	Autres immo. corporelles	85 000,00	68 000,00	68 000,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		210 200,00	166 200,00	166 200,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		210 200,00	166 200,00	166 200,00

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	210 200,00	166 200,00	166 200,00
---	------------	------------	------------

+

RESTES A REALISER N-1 (8)	0,00
----------------------------------	------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (8)	0,00
--	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	166 200,00
---	------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000 €	17/12/2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	Délibération du
L	Frais de réalisation de documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10	17/12/2010
L	Frais d'études, d'insertion, de recherche et de développement	5	17/12/2010
L	Concessions et droits similaires (brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires)	5	17/12/2010
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	17/12/2010
L	Matériel de voirie proprement dit (barrière, compteur routier...)	10	17/12/2010
L	Matériel de voirie – protection (panneaux signalisation temporaire...)	3	17/12/2010
L	Equipement des cuisines (armoire chauffante, armoire froide, réfrigérateur, four...)	15	17/12/2010
L	Mobilier de restauration (tables, chaises, claustra, chariot de desserte...)	15	17/12/2010
L	Platerie en acier inoxydable, matériel de cuisson, petit électroménager	1	17/12/2010
L	Entretien ménager (chariot, machine à laver, sèche-linge...)	10	17/12/2010
L	Equipement général (entretien des sols : aspirateur, laveuse...)	10	17/12/2010
L	Mobilier et matériel médical (défibrillateur, audioscan...)	8	17/12/2010
L	Equipement des garages	10	17/12/2010
L	Matériel et outillage (betonnière, motoculteur, chariot élévateur, remorques, etc.)	10	17/12/2010
L	Petit outillage (débroussailleuse, perceuse, meuleuse, échelle, pulvérisateur...)	5	17/12/2010
L	Matériel de transport de plus de 3.5 tonnes	10	17/12/2010
L	Matériel de transport de moins de 3.5 tonnes	7	17/12/2010
L	Equipement divers (bungalow, terminal de paiement électronique...)	10	17/12/2010
L	Mobilier et matériel de bureau scolaire	15	17/12/2010
L	Mobilier de bureau	15	17/12/2010
L	Matériel de bureau (destructeur de documents, matériel de traitement du courrier,...)	10	17/12/2010
L	Matériel informatique (unité centrale, imprimante, écran...)	3	17/12/2010
L	Matériel informatique lié au fonctionnement des serveurs centraux	5	17/12/2010
L	Matériel hifi et audio et/ou visuel	5	17/12/2010
L	Equipement sportif et de loisirs	10	17/12/2010
L	Mobilier urbain (table pique-nique, banc, corbeille...)	10	17/12/2010
L	Matériel de navigation (kayak, barque...)	10	17/12/2010
L	Cheptel	7	17/12/2010
L	Immeubles productifs de revenus	80	17/12/2010
L	Installations générales, agencements et aménagements (constructions non municipales)	10	17/12/2010
L	Subvention d'équipement reçue de moins de 1 500 €	1	20/12/2013
L	Subvention d'équipement reçue de plus de 1 500 €	80	20/12/2013
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens mobiliers, du matériel ou des études	5	20/06/2016
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens immobiliers ou des installations	30	20/06/2016
L	Subvention d'équipement versée pour le financement des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	20/06/2016

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A3

A3 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00
Provision pour dépréciation des actifs circulants	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A5.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A5.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		166 200,00	III 166 200,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		166 200,00	166 200,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	6 200,00	6 200,00
28051	Concessions et droits similaires	1 100,00	1 100,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 000,00	1 000,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	20 000,00	20 000,00
28182	Matériel de transport	10 000,00	10 000,00
28183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	2 000,00
28184	Mobilier	12 000,00	12 000,00
28188	Autres immo. corporelles	68 000,00	68 000,00
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	45 900,00	45 900,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (5)	Solde d'exécution R001 (5)	Affectation R1068 (5)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	166 200,00	0,00	0,00	0,00	166 200,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 0,00
Ressources propres disponibles	IV 166 200,00
Solde	V = IV – II (6) 166 200,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(6) Indiquer le signe algébrique.

II – ANNEXES	II
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
6574			CASC	Association	4 800,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

II – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		3,00	0,00	3,00	1,50	0,00	1,50
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	1,50	0,00	1,50
Directeur contractuel	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		13,00	0,86	13,86	10,86	0,00	10,86
Adjoint technique	C	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint technique principal 1ère classe	C	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Adjoint technique principal 2ème classe	C	0,00	0,86	0,86	0,86	0,00	0,86
Agent de maîtrise principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		16,00	0,86	16,86	12,36	0,00	12,36

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant. « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

II – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

	IV
	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Index (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social
 MS : Médico-social
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Moif du contrat (loi du 26 janvier 1984, modifiée) :
 3-6° : articles 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité
 3-4° : articles 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité
 3-2° : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)
 3-5° : absence temporaire d'un employé de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois de niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4° : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 3-6° : article 36 travailleurs handicapés catégorie C.
 47° : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110° : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1° : collaborateurs de groupes d élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 3-3-3, 3-3-3-38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 45

Nombre de membres présents : 44

Nombre de suffrages exprimés : 40

VOTES :

Pour : 38

Contre : 2

Abstentions : 4

Date de convocation : 08/12/2021

Présenté par Le Maire de Niort, Jérôme BALOGÉ (1),

A Niort, le 14/12/2021

Le Maire de Niort, Jérôme BALOGÉ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire

A Niort, le 14/12/2021

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par Le Maire de Niort, Jérôme BALOGÉ (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 21/12/2021, et de la publication le 21/12/2021

A Niort, le 21/12/2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : Le Conseil Municipal.